

LETTERS

A

LOUIS XVII,

8051. f. 9.
1-10.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

SUR

LE SALUT

DE LA

MONARCHIE FRANCOISE.

À LONDRES:

Se vend chez T. BOOKER, New-Bond-Street; M. DE L'ISLE,
N^o 11, Alsop's Buildings, New-Road; & chez tous
les Libraires François.

PRIX, SIX SOUS.

[Entered at Stationers Hall.]

M.DCC.XCVII.

OUVRAGES DE L'AUTEUR,

EN FAVEUR DE LA MONARCHIE FRANÇOISE,

Imprimés à Londres en 1794, 1795, 1796.

Testament Politique du Comte de Mercy-Argenteau, <i>L. s. d.</i>	
2 Vol.	100
Les Emigrés Trompés à Quiberon	16
Etat de la Littérature Françoise en Angleterre, 2 Vol.	110
Les Intérêts de l'Angleterre, sur la manière dont se terminera la Révolution de la France,	
Lettre à un Anglois, sur les Moyens de l'Angle- terre pour continuer la Guerre.	



PREMIÈRE LETTRE

A U

ROI DE FRANCE, LOUIS XVIII.

SIRE,

COMBIEN la condition des Rois est à plaindre! Dans le bonheur, ou dans l'infortune, la vérité rencontre les plus grands obstacles pour arriver jusqu'à eux; une triple barrière, formée par des courtisans intéressés, jaloux ou flatteurs, qui les environnent, par des ambitieux, intrigans & artificieux qui les assiègent, & par des agens fripons ou ineptes qui les servent mal, repoussent loin d'eux la vérité, sans laquelle, cependant, il n'y a point de gloire pour les Rois dans la prospérité, & point de salut pour ceux qui sont dans l'adversité.

Pour franchir cette triple barrière qui me sépare & me repousse loin de V. M. que ne puis-je changer la vérité en pluie! Elle pénétrerait doucement, Sire, jusqu'au fond de votre ame; &, en même temps, elle fondroit & détremperoit les masques sur le visage même de ceux qui vous approchent pour vous tromper. Je veux vous dire hardiment la vérité; mais je n'ai d'autre moyen de vous la faire parvenir, que de faire imprimer mes Lettres, & de conjurer ceux qui en auront les moyens & la volonté, de les faire arriver jusques sous vos yeux.

Je vous reconnois, Sire, pour Roi de France légitime & réel; mais parmi ceux qui font la même profession que moi, il y en a très-peu qui connoissent bien distinctement pourquoi vous êtes toujours Roi de France légitime & réel. En disant cela, je suis bien éloigné d'accuser d'ignorance vos plus fidèles sujets; je dois dire, au contraire, sans craindre de paroître trompé par une vanité nationale, que le plus grand nombre étoit bien instruit de ce que, chacun dans son état, devoit

A 2

savoir ; & que, dans aucun pays, les grandes & les petites places de l'Administration publique n'étoient mieux remplies qu'en France où le sentiment de l'amour-propre & de l'honneur étoit tout-puissant. Le militaire, le magistrat, l'homme d'église, l'intendant, le ministre, chacun connoissoit & remplissoit bien son devoir. Ce sont ceux qui avoient eu des places, ou ceux qui en possédoient, ou ceux qui en étoient dignes, c'est-à-dire la partie la plus excellente de la Nation Françoise, qui sont restés fidèles à la cause de la Monarchie Françoise.

Mais, dans la circonstance actuelle où vous êtes, Sire, ainsi que la Monarchie, à quoi peut servir l'habileté du militaire, quand vous n'avez plus d'armée ; la science du magistrat, quand il n'y a plus de loix à appliquer & à défendre ? De quelle utilité font, pour réparer les pertes de la Monarchie, la science & la sagesse de ceux qui gouvernoient une cure, un diocèse, une province, votre royaume ? Ce n'est plus de toutes ces diverses sciences dont vous avez besoin aujourd'hui. La seule science absolument nécessaire pour sauver la Monarchie, consiste, premièrement, dans la connoissance exacte de la cause de la Monarchie, afin d'en faire valoir toutes les ressources, & de ne rien entreprendre qui y soit contraire. Elle consiste, secondelement, dans la connoissance des hommes, dans l'art d'en manier les esprits, de les lier de plus en plus à la cause de la Monarchie, & d'y ramener ceux qui s'en sont séparés. C'est dans cette science que j'ai osé dire qu'un très-petit nombre de vos fidèles sujets est bien instruit ; &, très-malheureusement, ce ne sont pas ces hommes si précieux & si rares qui ont été employés, jusqu'à présent, à défendre la cause de la Monarchie. Ils attendent qu'on les cherche ; mais les méchans empêchent qu'on aille les chercher.

Quand des généraux habiles, des magistrats éclairés, des théologiens savans raisonnent sur la cause de la Monarchie, qu'ils croient bien connoître & qu'ils ne connoissent pas, on pourroit leur dire : " Messieurs, il n'est point question ici " d'un siège ni d'une bataille, ni d'un procès ni d'un arrêt, " ni de la grace ni du libre arbitre : vous êtes savans sur tout " cela ; mais vous ignorez absolument les choses dont il s'agit. " Ne croyez pas que votre zèle puisse suppléer à votre ignorance, car il seroit plus nuisible que l'ignorance même, " à la cause de la Monarchie." En effet, Sire, le plus grand

danger de votre cause est d'être conduite & défendue par des amis imprudens, parce que non-seulement ils vous engageront dans des mesures fausses & préjudiciables, mais encore ils y entraîneront la tourbe de vos sujets fidèles. La multitude n'a qu'une seule manière de raisonner ; elle dit : " Tels & tels " qui nous paroissent bien-intentionnés, pensent & agissent de " cette manière ; donc nous devons agir & penser ainsi."

Je me place moi-même dans la classe des ignorans, & je suivrai exactement ce que je recommande aux autres : ainsi je n'aurai pas la témérité, Sire, d'osier vous donner des conseils ; je me bornerai à discuter ceux qui vous ont été données, ou que l'on osera vous donner. Mais, avant tout, je vais exposer le plus fort argument de votre cause, & de celle de la Monarchie Françoise. Je le réduis à cette proposition : " Ce n'est " pas la Nation Françoise qui a fait ou voulu la Révolution de 1789, " ni tout ce qui a suivi."

Le mot *Nation* est susceptible de tant de sens différens, que, pour éviter les équivoques, il est nécessaire de le définir, ou, au moins, de l'analyser. Ce mot signifie l'assemblage de tous les individus des deux sexes, de tout âge, mariés ou non mariés, riches ou pauvres, réunis sous les loix d'une société politique générale. Il est évident qu'entre chaque individu, dont la réunion forme une Nation, il y a des différences physiques : les principales consistent dans le sexe, l'âge, le mariage, la propriété foncière, mobiliaire, industrielle, &c. De ces différences physiques entre les individus, résultent nécessairement des droits divers qui établissent des différences morales entre les individus qui forment une Nation : de-là, les hommes ont la supériorité sur les femmes, les vieillards sur les jeunes gens, les pères sur les enfans, les riches sur les pauvres, &c. Ces supériorités ne sont avouées par la nature & par la raison qu'autant qu'elles sont protectrices. Parmi les individus d'une nation, il y a donc des protecteurs & des protégés. Les protecteurs naturels d'une société sont ceux qui y ont le plus d'intérêt ; tels sont les chefs de famille, ou ceux qui sont dignes de l'être, & ceux qui ont des propriétés ou foncières, ou mobiliaries, ou industrielles. Ceux-là seuls ont le droit de protection, c'est-à-dire, d'établir des loix, de les maintenir, ou de les changer. Les loix sont donc l'expression de la volonté des protecteurs d'une nation, & point du tout l'expression de

la volonté de chaque individu d'une nation. Ainsi j'appellerai droit politique, & volonté nationale, le droit & la volonté des protecteurs d'une nation.

Il n'y a que la mauvaise foi qui refusera de convenir que par la Constitution de la Monarchie Françoise, tous les individus de la nation sont classés dans trois états ou conditions de personnes, savoir, la condition du Clergé, celle de la Noblesse, & celle du Tiers-Etat ou des communes.

On ne peut, sans mauvaise foi, refuser de reconnoître que, par la Constitution Françoise, les Assemblées générales sont formées par les Députés des trois Etats, délibérans par Ordre séparé, ou tous ensemble, suivant leur volonté ; que le vœu national ne consiste pas dans la majorité des voix des députés délibérans, ou par ordre séparé ou en commun, mais uniquement dans l'unanimité des trois Chambres, en sorte que le vœu réuni de deux Chambres est sans effet contre le vœu de la troisième.

Tout homme raisonnable conviendra que dans la Constitution de chaque peuple civilisé, quand les Députés aux Assemblées générales ou particulières ont reçu des mandats formels, ils doivent y obéir fidèlement ; & que dans le cas où ils n'en auroient point reçu, la Constitution établie devient pour eux le mandat le plus sacré & le plus inviolable.

D'après ces principes chacun peut juger si c'est la Nation Françoise qui a voulu la Révolution commencée en 1789, & continuée jusqu'à ce jour.

Les mandats des Députés à l'Assemblée qui s'est dite nationale, & qui s'est faite constituante au mois de Juin 1789, leur ordonnaient positivement de conserver tout ce qu'ils ont détruit, & leur défendoit de faire tout ce qu'ils ont fait. En vain ces Députés prévaricateurs diront qu'ils ont demandé à leurs commettants, & qu'ils en ont obtenu de nouveaux mandats ; tout le monde sait que ces mandats nouveaux ont été subséquens à la Révolution qui devint générale dans tout le royaume, depuis le 12 Juillet jusqu'au 20 : par conséquent ces mandats, au lieu d'être l'effet de la volonté nationale, comme ceux des mois de Février, Mars & Avril précédents, ne furent que l'effet de la révolte & de la violence, & celui de la terreur & de la foibleesse des commettants & des députés. Alors l'Assemblée qui se disoit Nationale, ne l'étoit tout au plus que de

nom ; les Députés qui tenoient cette Assemblée n'étoient que ceux de la rebellion & de la foibleſſe, &, dans aucun cas, ceux de la Nation Françoise : dans cette Assemblée, il n'y avoit plus ni distinction d'Etat, ni Chambres séparées, &, par conſéquent, il n'y avoit plus de vœu national.

Il étoit même impossible que cette Assemblée pût exprimer le vœu national, puisque la majorité des voix devoit néceſſairement reſter au Tiers-Etat qui délibéroit avec six cents Députés, tandis que le Clergé ne délibéroit qu'avec trois cents, & la Noblesſe avec trois cents. . . . Ceci mérite une explication. Je ſuppoſe que, dans une asſemblée générale, chacune des trois chambres ſoit compoſée de 300 membres ; je ſuppoſe que les Députés de deux chambres ſoient *unanimement* d'accord ſur un objet de délibération, & que 149 Députés de la troiſième ſoient aussi du même avis ; dans cette ſuppoſition il y en aurait 749 d'un avis, & ſeulement 151 de l'avis contraire ; & la Constitution place le vœu national du côté des 151 Députés. Combien eſt sage cette Constitution qui, au lieu de faire dépendre la volonté nationale de la majorité des voix dans une asſemblée particulière ou générale, la fixe dans l'unanimité de trois chambres séparées.

Ici, l'on peut voir avec étendue la prévarication des Députés du Tiers, du Clergé & de la Noblesſe ; les uns, en exigeant avec violence ; les autres, en consentant avec foibleſſe à détruire les chambres, à délibérer en commun, & à placer la volonté nationale dans la majorité des voix prises par tête. Encore, fi le Tiers-Etat, voulant paroître équitable dans cette transgression de la Constitution, que rieu n'autorifoit avant la révolte ouverte, n'auroit-il pas du réduire lui-même à 300 le nombre de ſes Députés : alors les trois Etats réunis en une Assemblée générale auroient délibéré en commun, mais à forces égales ; tandis qu'au contraire il a lutté dans une délibération commune, avec double force contre le Clergé & double force contre la Noblesſe. De l'inégalité de cette lutte, il résulte évidemment que tous les décrets de l'Assemblée Constituante, tous rendus à la majorité des voix, n'ont point été l'expression de la volonté nationale.

La double repréſentation du Tiers, après avoir ſervi la scélérateſſe de ceux qui eut médité la deſtruction de la France, ſervira toujours à prouver que l'Assemblée Constituante n'a été ni monarchique ni l'Assemblée de la Monarchie, mais bien

plutôt une Assemblée démocratique. Or, que pouvoit-on attendre d'une Assemblée démocratique, si ce n'étoit pas la destruction de la Monarchie ? Et cependant le dernier monument de la volonté de la Nation Françoise, les mandats des bailliages aux Députés à cette Assemblée, loin de vouloir cette destruction, la repousoient dans tous les points. Les machinations désastreuses de cette Assemblée, les fureurs infernales de la Législative, & les massacres de la guillotine républicaine, prouveront à tous les siècles que la Révolution de 1789 fut l'ouvrage de la volonté des Révolutionnaires, & ne prouveront jamais qu'elle fut celui de la volonté nationale.

Avant d'aller plus loin, je dois encore mieux faire sentir la grande différence qu'il y a entre la majorité des volontés individuelles & la volonté nationale. La volonté individuelle est un droit essentiel & naturel de chaque individu. La volonté nationale est un droit accidentel & politique qui, au lieu d'être essentiel & commun à tous les individus d'une nation, n'appartient & ne peut appartenir qu'au plus petit nombre, même dans l'état la plus démocratique ; puisque les femmes, les enfans & les adultes forment toujours le plus grand nombre. La majorité des volontés individuelles est donc une chose évidemment différente de la volonté nationale. Ainsi que l'on ne dise pas que le plus grand nombre des individus de la Nation Françoise ayant suivi le parti de la Révolution, elle est l'ouvrage de la volonté nationale : car elle peut être l'ouvrage de la majorité des volontés individuelles sans être celle de la volonté nationale, qui n'est pas celle de chaque individu ni du plus grand nombre, mais seulement celle de quelques individus qui ont le droit exclusif de former le vœu national. Droit politique, qui, sans atténuer les droits naturels de l'homme, est la base nécessaire & le seul fondement raisonnable de chaque société politique.

Que l'on ne dise pas non plus, que Louis XVI, Chef de la Monarchie Françoise, a consenti à la Révolution en sanctionnant & en acceptant tous les Décrets de l'Assemblée Constituante. Personne ne peut calomnier cet infortuné Monarque depuis sa fuite vers *Varennes*, seul moment où il s'est cru libre depuis la revolte de ses sujets jusqu'à sa mort.

Certes, pour oser dire que la Révolution de 1789 est l'ouvrage de la volonté nationale, il faut oser dire que la volonté nationale,

nationale a été de détruire la volonté nationale même. Un tiers de la volonté nationale appartenait au Clergé. Il a préféré la perte de ses biens, l'exil, la transportation, plutôt que de consentir à la Révolution. La Noblesse avait un tiers de la volonté nationale. En se condamnant à un exil volontaire & à des sacrifices aussi généreux qu'héroïques, elle a prouvé son aversion pour la Révolution. Enfin, le peuple avait aussi un tiers de la volonté nationale. Et l'on a vu la partie de ce peuple la plus estimable & la plus recommandable par l'éducation, l'instruction, le travail & la richesse, tout sacrifier, à l'exemple du Clergé & de la Noblesse, plutôt que de suivre le parti de la Révolution.

Où est donc la volonté nationale dans la Révolution de 1789, & dans tout ce qui a suivi ? Il est évident qu'elle est en entier du côté des François qui détestent & qui proscrivent la Révolution ; & il faut être ou ignorant ou imposteur, pour oser dire qu'elle est du côté des Révolutionnaires.

Voilà, Sire, ce que j'ai nommé le plus fort argument de la cause de la Monarchie Françoise, qui est celle de Votre Majesté. La volonté nationale, qui réside toute entière dans vos fidèles sujets transportés & émigrés, conserve & défend toujours la Monarchie & vos droits au trône. Mon devoir est de chercher à convaincre Votre Majesté de cette vérité.

Pourquoi PEPIN le Bref a-t-il régné légitimement au préjudice des successeurs de Clovis ? C'est qu'il fut placé sur le trône par la volonté nationale. Pourquoi HUGUES CAPET ne fut-il pas usurpateur ? C'est que les descendants de Charlemagne furent exclus du trône par la volonté nationale. Pourquoi GEORGES III, glorieusement régnant en Angleterre, occupe-t-il légitimement le trône des Stuarts ? C'est que ses ancêtres y ont été appelés par la volonté nationale du peuple Anglois. Quand même le principe que j'avance seroit contraire aux intérêts de Votre Majesté, je le défendrois, parce que je le crois le plus utile & le plus vrai : mais, je l'ai proclamé ailleurs, & je le proclame ici, avec d'autant plus de zèle qu'il est favorable à la Monarchie & à Votre Majesté. Vous êtes Roi de France, parce que la volonté nationale est en votre faveur : vous cesserez de l'être, Sire, si cette volonté étoit contre vous.*

* Voyez le Testament Politique de M. de Mercy, Vol. II:

Je vais supposer, pour un moment, que la plus grande partie des Emigrés & des transportés rentre actuellement en France, pour y vivre, au moins en apparence sous le Gouvernement du peuple rebelle & révolutionnaire ; en voici les conséquences :

Premièrement, on ne pourroit plus voir la volonté nationale, séparée de la volonté individuelle des Rebelles ; & la Nation Françoise paroîtroit d'accord. Les Révolutionnaires se vanteroient, avec droit, d'avoir conquis cette volonté nationale, puisque ceux qui en étoient les propriétaires & les conservateurs y auroient renoncé solemnellement & par le fait. Le Clergé & la Noblesse, dépouillant leur ancienne existence politique pour se revêtir de la nouvelle, renonceroient évidemment aux deux tiers de la volonté nationale : & au lieu de rester fidèles à l'honneur, à la Monarchie, à Votre Majesté, ils trahiroient Votre Majesté, la Monarchie & l'honneur.

Je ne suis pas du nombre de ces demi-politiques qui pensent que, dans la circonstance actuelle, il feroit permis au Clergé & à la Noblesse de tromper leurs ennemis, en feignant de se réunir à eux, afin de les miner sourdement & plus sûrement. Je confens que ces faux politiques me taxent de bigoterie, après m'avoir entendu dire, " qu'il est également défendu de mentir à Dieu & aux hommes." Et, s'il étoit besoin d'avertir le Clergé & le Nobesse, je leur dirois : " Dans toutes Révolutions & guerres civiles, l'histoire atteste que l'on a toujours plaint & révéré la mémoire des victimes mortes honorablement sous les drapeaux du parti qu'elles défendoient ; & que l'on a toujours couvert de mépris la mémoire de celles qui ont péri en trahissant le parti qu'elles faisoient semblant de défendre."

Secondement, dans la supposition que le plus grand nombre des transportés & des Emigrés rentre en France, il arriveroit (ceci est essentiel à méditer) que les traités offensifs & défensifs faits entre tous les Souverains du monde & la Monarchie Françoise feroient détruits.

J'observe que les traités de paix & d'alliance paroissent être faits de Roi à Roi, de Souverain à Souverain ; mais dans la réalité ils sont tous faits de nation à nation. Si tous les François font, ou paroissent être d'accord, qui réclamera auprès

des Souverains, l'effet des traités qui les unissent à la Monarchie & à la nation Françoise ? Si c'est vous-même, Sire, & vous tout seul, qui réclamez, les Souverains vous demanderont “ où est la nation au nom de laquelle vous parlez ? ” Si vous la montrez en France, où elle feroit dans ma supposition, ils vous montreront cette même nation en contradiction avec vous, puisqu'elle leur demande d'autres traités & d'autres alliances. . . . Aujourd'hui, Sire, vous pouvez encore montrer aux Souverains la nation Françoise ayant les droits politiques, réclamant pour elle & pour vous les anciens traités. Aucun Souverain ne vous méconnoîtra, ni vos fidèles sujets, sans appeler sur lui & sur son peuple les mêmes malheurs que vous éprouvez. Mais si les transportés & les Emigrés, sous quelque prétexte que ce soit, en s'unissant en apparence avec vos sujets rebelles, cessoient un instant de réclamer les traités & les alliances en vertu desquels les Souverains doivent protéger & défendre la Monarchie Françoise, Votre Majesté auroit le fort malheureux du dernier des Stuarts, qui perdit sa couronne par l'abandon réel ou apparent de ses sujets.

Troisièmement, le plus grand nombre des transportés & des Emigrés gémit perpétuellement de ce que les Souverains de l'Europe ne vous ont pas encore reconnu, Sire, comme étant toujours Roi de France, depuis l'établissement de la République Révolutionnaire des François. Ces plaintes sont fondées sur le faux principe que c'est la reconnaissance des Souverains qui fait les Rois, ou au moins qui les confirme, & que cette reconnaissance les engage. . . . Que les transportés & les Emigrés laissent faire les Souverains ; l'essentiel est qu'eurx-mêmes continuent de reconnoître le Roi légitime & malheureux de la France ; les Souverains regardent comme inutile de reconnoître formellement ce qui existoit long-temps avant la Révolution, ce qui n'a pas encore cessé d'exister, & ce qu'ils n'ont jamais méconnu. Ce n'est pas la reconnaissance des Souverains qui fait les Rois, ni qui les confirme. Reconnoître un Roi, ce n'est pas faire un Roi ; ne pas le reconnoître, ce n'est pas défaire un Roi. Cette reconnaissance des Souverains n'est fondée que sur les intérêts de leur propre pays, & ne les engage pas au-delà des circonstances. Tous les Souverains de l'Europe reconnurent le protectorat de Cromwel ; & peu d'années après ils reconnaissent Charles II. comme Roi d'Angle-

terre. Je voudrois convaincre les Emigrés de cette grande vérité : " Que la conduite des Souverains dépend beaucoup de la leur."

A présent je vais supposer que les Emigrés toujours patiens, courageux & fidèles, ne voudront jamais rentrer en France que sous les étendarts de l'honneur. Je ne fais pas si je me fais illusion ; mais je crois que leur constance est le plus grand des moyens pour sauver la Monarchie Françoise & pour les sauver eux-mêmes.

Les transportés & les Emigrés ne sont pas seulement propriétaires de la volonté nationale ; ils sont aussi propriétaires de plus des deux tiers du territoire de la France. Je les compare à un maître que ses hommes d'affaires, ses valets & ses ouvriers méchamment conjurés contre lui, ont chassé de sa propre maison : ou plutôt, je les compare à des pères de famille battus & chassés de leur maison par leurs enfans. Chacun peut appliquer la parabole de *l'enfant prodigue* aux circonstances où se trouvent les transportés & les Emigrés. Certes, ce n'est pas aux pères si violemment outragés à retourner à la porte de leurs propres maisons, y demander humblement l'hospitalité, & recevoir des mains de leurs enfans dénaturés une amère & honteuse subsistance. Tel feroit aujourd'hui le rôle abject des transportés & des Emigrés, s'ils retournent en suppliants dans une terre où ils doivent vivre & gouverner comme propriétaires. Ce n'est pas connoître les hommes, c'est être injuste envers le genre humain, que de ne pas croire à la possibilité du repentir du plus grand nombre quand il a été égaré : c'est démentir toutes les histoires, & en particulier celle de la Monarchie Françoise, de dire qu'un peuple entier trompé & entraîné dans les plus grands excès ne reviendra jamais sur ses pas. Les François ont montré qu'ils n'avoient perdu ni le courage ni l'impétuosité de leurs ancêtres : pourquoi oseroit-on supposer qu'ils ont perdu, sans retour, les sentimens d'humanité, de justice & d'honneur, qui ont également distingué leurs ancêtres ? Pères infortunés, si cruellement maltraités, dépouillés, chassés par des enfans furieux, ayez la constance de souffrir encore quelque temps, & vous verrez vos enfans prodiges demander à retourner dans vos bras, & à vous faire oublier par le charme des meilleurs traitemens le souvenir amer de vos maux présens.

Et vous, Prêtres & martyrs de la Religion ! Prêtres & martyrs de la Monarchie, infortunés proscrits, persévérez encore quelque temps dans votre résignation au milieu des tourmens de l'exil, & vous ferez triompher la Religion & la Monarchie. Déjà le peuple, que la Révolution a décatholisé, éprouve le besoin de revenir au culte de ses pères, & en réclame les véritables Prêtres qui répondront sans doute :
 " Peuple trompé, vous nous avez persécuté, ou au moins
 " vous avez autorisé nos persécuteurs ; & vous nous engagez
 " à retourner vers vous. Ce retour est le plus ardent de
 " nos vœux ; chaque jour, dans notre exil, nous disons, avec
 " sincérité, au Dieu des miséricordes, *Seigneur, pardonnez-nous*
 " *nos offenses, comme nous les pardonnons à ceux qui nous ont offensé.*
 " Ainsi, nous oublions jusqu'au souvenir même des injures
 " que vous avez fait à nos personnes. Mais vous avez
 " péché contre la religion & la justice ; & il n'y a qu'un re-
 " pentir sincère & efficace, il n'y a qu'une réparation entière
 " de vos torts envers la religion & la justice, qui puisse vous
 " réconcilier avec la religion & la justice. Nous ne sommes
 " les réconciliateurs des pécheurs avec Dieu, qu'après qu'ils
 " sont rentrés dans les voies de Dieu, qui sont celles de la jus-
 " tice. Avant ce temps, notre ministère vous est inutile : &
 " les promesses que vous nous faites de rentrer dans les
 " bonnes voies, sont un piège de vos ennemis & des nôtres.
 " Si vous n'êtes pas les auteurs du mal qui est à réparer, vous
 " ne pouvez pas vous dissimuler que vous en avez été & que
 " vous en êtes encore les instrumens : ainsi ne nous parlez plus
 " de vos promesses ; nous ne pouvons raisonnablement nous
 " confier que dans vos actions. En écoutant vos vœux ac-
 " tuels, nous manquerions à la prudence, à nos serments, à
 " notre devoir même. Nous manquerions à la prudence, puis-
 " que vous ne nous donnez pas encore une garantie solide que
 " vous ne recommencerez pas la même persécution contre nos
 " personnes. C'est par le droit du plus fort que vous nous
 " avez proscrits ; la Providence a mis nos vies à l'abri de ce
 " droit injuste ; & la prudence nous défend de nous y sou-
 " mettre ou de nous y exposer de nouveau, sur-tout sans
 " aucune utilité pour le salut de vos ames ; car le Ciel ne rati-
 " fierait pas nos absolutions, & nous nous rendrions aussi cou-
 " pables que vous-mêmes. Nous manquerions à nos ser-

" mens, puisque nous avons juré plusieurs fois d'être toujours
 " fidèles à la Religion, au Roi & aux loix de la Monarchie,
 " de défendre la propriété des biens de l'église, comme le
 " patrimoine inviolable des pauvres : vous avez pu, par l'in-
 " justice & la violence, détruire tous ces objets de nos ser-
 " mens ; mais nous ne pouvons pas, sans violer la religion
 " de nos sermens, donner un consentement ou formel ou ta-
 " cite à vos injustices. Si vous avez le malheur d'être devenus
 " perfides par aveuglement, nous ne devons pas nous don-
 " ner le tort d'être perfides par lâcheté. . . . Nous manque-
 " rions à notre devoir : il consistera principalement dans l'ins-
 " truction ; or notre exemple, c'est-à-dire, notre séparation
 " entière, notre abjuration éclatante de votre régime actuel,
 " le martyr glorieux de notre fidélité, le martyr de votre
 " persécution, que nous souffrons volontiers, dans l'espé-
 " rance que Dieu l'aura permis pour notre salut & pour le
 " vôtre, est l'instruction la plus forte, la plus complète & la
 " plus sensible pour chaque individu, que nous puissions don-
 " ner. Si nous retournions en France, l'instruction publique
 " sur vos injustices nous ferait défendue : quel bien pourroient
 " faire nos instructions secrètes, en contradiction avec notre
 " conduite extérieure ? En mentant sans cesse à Dieu & aux
 " hommes, nous provoquerions sur nos têtes coupables & sur
 " les vôtres la colère de Dieu & celle des hommes. . . . Ah !
 " nous voyons évidemment aujourd'hui, que la Providence
 " n'a permis notre proscription que pour sauver à la fois &
 " la religion de la France & la Monarchie de la France."

Je supplie V. M. de faire une très-sérieuse attention sur
 le fondement de mon espoir : un des caractères distinctifs de
 la Révolution de 1789, est dans le nombre & dans l'excellence
 morale & politique des transportés & des émigrés. Il n'y a
 point de prêtre qui n'ait laissé des parens en France ; chaque
 émigré y regrette ou une épouse chérie, ou des enfans, ou des
 frères, des sœurs, &c. Il semble que la Providence, veillant
 sur la religion & la monarchie, a permis ou réglé cette sépa-
 ration, ou ce déchirement, dans chaque famille, afin que les
 droits & les personnes des émigrés & des transportés soient
 réclamés journellement par leurs parens restés en France :
 & plus le nombre des exilés est grand, plus grand aussi est le
 nombre de leurs avocats répandus sur toute la surface de la

France. N'est-il pas très-probable qu'ils voudront, un jour, & qu'ils voudront impérieusement, qu'on rappelle leurs parens bien aimés, & que toute justice leur soit rendue ? Hélas ! Sire, quel malheur pour la Monarchie & pour vous-même, si les transportés & les émigrés détruisoient les espérances que je viens de montrer, par trop d'empressement à se réunir à leurs parens !....

Craignez, Sire, craignez également le zèle aveugle des sots & les pièges des intrigans. C'est la sottise des hommes aveugles qui fait la fortune des charlatans ; les intrigans se font toujours aider par les sots. Si V. M. me faisoit la grace de me consulter sur les projets divers & la foule d'expédiens qu'on lui propose, je commencerois par distinguer absolument entre l'auteur du projet & ceux qui le prônent. Ordinairement les prôneurs sont des hommes qui se sont laissés persuader, ou des fripons qui cherchent à persuader : les premiers parlent en enthouasiastes, & sont incapables d'examen & de raisonnement ; les seconds parlent avec assurance & avec astuce. Je me contenterois donc de connoître le sentiment des prôneurs ; mais il n'influeroit en rien sur l'examen du projet & de la capacité de son auteur. Je ferois cet examen sans discussion avec l'auteur ; car il n'est pas encore arrivé que l'auteur d'un projet ait avoué qu'il avoit tort. Je ne discuterois avec lui qu'après avoir adopté son projet. De cette manière je me mettrois à l'abri du zèle des sots & des fripons. Parmi ces projets je distinguerois encore ceux qui peuvent aller droit au but, d'avec ceux qui n'y vont que de biais, & peuvent facilement être déconcertés. Je n'admettrois que ceux qui s'accorderoient avec les circonstances, avec les hommes, avec le temps, & avec les exemples analogues..... Je m'exposerois, je le fais, je l'éprouve même, à la haine des faiseurs de projets, & à celle de leurs prôneurs ; mais lorsqu'il s'agit du devoir ou de l'intérêt de son pays, qu'importe la haine des sots & des fripons ?

A présent, pour achever de faire sentir toute la force de ce que j'ai nommé le principal argument de la cause de la Monarchie Françoise, je vais mettre sous vos yeux, Sire, une partie des trames perfides de vos ennemis combinés, avec la sottise de quelques-uns de vos amis, pour détruire, ou au moins pour affoiblir ce principal argument... J'entends vos amis &

vos ennemis répéter à l'unisson en vous conseillant : " Effectivement, les Emigrés sont essentiels à la cause de la Monarchie ; mais la grande habileté consiste à les bien employer." Ah ! Sire, la bonne & la seule bonne manière de les bien employer, c'est de les conserver. Sous prétexte de les bien employer, on a cherché, depuis quatre ans, à les faire périr, ou à les enlever à la cause, & l'on y travaille, encore en ce moment, avec la plus grande activité.

Tous les partis connus sous les noms de Constitutionnels, de Jacobins, de Républicains, sont également ennemis des transportés & des émigrés. Une grande singularité qui, je crois, n'a pas encore été remarquée, c'est que ces quatre partis différens sont tous conduits par les mêmes chefs. L'Abbé Sieyes, l'Evêque d'Autun, &c. sont à la fois les chefs des Constitutionnels, des Monarchiens, des Jacobins, des Républicains. Quand les chefs de tous les partis de la révolution ont vu que les transportés & les émigrés, contre lesquels ils ont épuisé toutes les injures, toutes les injustices & tous les tourmens, dispersés chez tous les peuples, réclamoient la propriété des droits politiques de la Nation Françoise, & celle de leurs biens confisqués ; quand ils ont vu que ces réclamations soulevoient contre eux l'Europe entière, & même une grande partie de leurs partisans, leur rage a redoublée ; & désespérant de vaincre cet obstacle autrement que par la mort, ils ont juré celle, non-seulement des émigrés & des transportés, mais encore celle de tous les nobles, de tous les prêtres & tous les riches restés en France, uniquement parce qu'ils les présumoient être du même sentiment que les proscrits. La preuve évidente de cette exécable conjuration est écrite dans l'histoire des événemens révolutionnaires arrivés en 1793. Robespierre & ses agens ne furent que les exécuteurs ignobles de la volonté des conjurés furieux, qui se déterminèrent à abandonner, pour un temps, le système de la cruauté, & à employer celui de la ruse & de la perfidie.

Vous ne doutez pas, Sire, que les conjurés, connaissant le nombre de vos fidèles sujets, savent combien il en faut faire périr, ou débaucher, pour leur enlever le droit de représenter la volonté nationale, en opposant noblesse à noblesse, clergé à clergé, en un mot, pour détruire le principal argument de votre cause. Ils savent que la perte d'un seul de vos fidèles sujets est une plaie pour la Monarchie; en conséquence ils ont

environné de pièges les émigrés & les transportés. Il n'est pas possible de les découvrir tous, car la prudence des méchans est un abyme sans fond ; mais j'en dirai assez pour exciter au moins la défiance de vos fidèles sujets.

L'armée royaliste de la Vendée, complètement détruite dans les mois d'Août & de Septembre 1793, étoit réduite à quelques centaines d'hommes, forcés à fuir ou à se cacher. Les conjurés pouvoient facilement faire exterminer jusqu'au dernier de ces soldats : ils ne le voulaient pas, parce qu'ils pensèrent qu'en laissant subsister ce phantôme d'armée, elle chercheroit à se recruter en soldats, en officiers & en prêtres, parmi les émigrés & les transportés. Les conjurés ne se trompèrent pas ; & l'on a vu, pendant près de trois ans, une foule d'émigrés trompés, accourir dans les plaines de la Vendée. Le petit nombre de ceux qui n'y ont pas péri de misère, de fatigues, ou assassinés, a profité de la circonstance pour rentrer en France. Ce stratagème des révolutionnaires vous a fait perdre, Sire, plusieurs milliers de vos sujets fidèles. Si je me bornois à vous montrer les révolutionnaires comme seuls coupables de cette perfidie, je manquerois à mon devoir : je dois encore vous faire connoître quels ont été leurs agens pour tromper les Emigrés.

Ce ne furent point vos ennemis, Sire, mais deux de vos plus zélés & fidèles serviteurs, sans tache dans leur vie, purs dans leurs intentions. L'un est M. de Botherel, Procureur-Syndic des Etats de la Bretagne ; l'autre est M. de la Houssaye, Président au Parlement de Rennes. Il me seroit impossible de dire du mal de ces deux Gentilshommes irréprochables, mais je dois dire le mal qu'ils ont fait à l'émigration, le mal qu'ils lui font encore à présent, le mal qu'ils font à la Monarchie, le mal qu'ils font à V. M. même. Le salut de tant d'objets sacrés, si chers à mon cœur, me commande de dire la vérité, & toute la vérité.

M. de Botherel, doué d'un caractère ardent, d'un cœur sensible & bienfaisant, s'est placé à la tête des Emigrés refugiés en Angleterre, après avoir mérité leur estime & leur confiance par les services réels qu'il leur rendoit journellement. M. le Président de la Houssaye, d'un abord doux & benin, d'un caractère froid, d'un esprit fin, animé par le desir du bien, s'est aussi constitué chef des Emigrés. Ce qui a augmenté

l'influence de tous deux sur les Emigrés, c'est qu'étant membres d'un *Comité de François*, chargé de la grande police sur la manutention & la distribution des secours que le Gouvernement Anglois donne au corps de l'émigration, ils se sont rendus les maîtres dans ce Comité, qu'ils ont réduit sous le joug de leurs volontés. Par ce moyen, ils ont aussi obtenu un accès facile dans les bureaux & dans le cabinet des Ministres du Roi d'Angleterre, réduits, dans les affaires des Emigrés, à ne rien voir que par les yeux de MM. de Botherel & de la Houssaye.... Tous deux encore, sentant le besoin d'un appui pour mieux faire le bien, se sont étroitement unis à M. l'Evêque de Saint-Pol de Léon, Prélat également cher & respectable aux étrangers & aux François, par sa grande piété & son infatigable charité. C'est par ce *triumvirat* que l'émigration en Angleterre est gouvernée depuis 1793. On seroit tenté de croire que tous les Emigrés, sur-tout la partie la plus souffrante, sont des sujets des Etats de la Bretagne, du ressort du Parlement de Rennes, & du diocèse de Saint-Pol de Léon.

Les ennemis des émigrés & des transportés compriront facilement que pour les attirer dans le gouffre de la Vendée, il suffissoit de mettre cette idée dans la tête de M. de Botherel & dans celle de M. de la Houssaye. Très-malheureusement la nature a refusé, & l'éducation n'a pas donné à ces deux Messieurs les talens que demande le poste où ils se sont placés. Il étoit facile de les attaquer ; il le fut encore plus de les séduire, de les tromper, de les rendre enthousiasmes de la Vendée. On fait assez à quelles extrémités peuvent se porter ou être entraînés des hommes poussés par la passion du bien, quand ils sont aveuglés par l'ignorance, ou par l'amour-propre. Je me borne à dire que ces deux nouveaux Don-Quichottes, aidés par une foule d'intrigans qui les servoient, ont employés tous les moyens de séduction contre vos fidèles sujets. C'est la première fois que l'argent du Gouvernement Anglois fut employé contre les intérêts de V. M. Mais qui a sollicité cet argent ? Ce furent vos zélés serviteurs qui, dans le cas d'un refus, auraient accusé les Ministres Anglois de mauvaise volonté contre le Roi de France.

J'atteste un grand nombre de mes compagnons d'infortune auxquels j'ai souvent montré la croisade de la Vendée comme

une entreprise folle & préjudiciable à la cause de la Monarchie. Mais que pouvoit la voix d'un seul contre les cris de l'intrigue & de l'enthousiasme ? Ma prévoyance m'a valu des ennemis & des calomnies... Cependant, j'ai toujours été surpris que M. le Duc d'Harcourt, à qui j'ai ouï dire, " Que la Vendée avoit été détruite dans les mois d'Août & de Septembre 1793," ne se soit pas opposé avec fermeté, même avec succès, à l'entreprise fatale de MM. de Botherel & de la Houssaye. Oui, si j'avois occupé le poste de M. le Duc de Harcourt, j'aurois su les rappeler à la raison, ou au moins j'aurois prévenu V. M. contre leur enthousiasme : mais j'aurois toujours commencé par les dépouiller des principaux moyens dont ils abusoient pour séduire les Emigrés. Ne falloit-il pas, au risque d'humilier deux hommes auxquels on avoit tourné la tête, en sauver plusieurs milliers qu'ils allaient évidemment faire périr ? Ils n'auroient pas à se reprocher encore les malheurs plus grands dont je vais parler.

La Vendée étoit trop éloignée des Emigrés réfugiés à Londres ; il étoit difficile d'y aborder, & presqu'impossible d'en revenir. Les conjurés révolutionnaires, après avoir calculé ces obstacles, méditèrent d'attirer les Emigrés en Bretagne, où quelques centaines de coquins armés vivoient en républicains pendant le jour, &, pendant la nuit, en voleurs & en assassins. On les appeloit *Chouans*. Quelques braves Emigrés, follement confians dans les Chouans, & pour'donner de l'importance à ce parti naissant, l'avoient organisé en ARME^E CATHOLIQUE ET ROYALE, composée d'une douzaine d'officiers qui, souvent, ne pouvoient pas rassembler douze soldats. Bientôt les gazettes Françoises & étrangères donnent un grand éclat à une chose qui en avoit si peu. M. de Puisaye, constituant-constitutionnel-révolutionnaire, ex-général-republicain, se disant royaliste, vient visiter l'armée royale & catholique, & communique des projets, tout rédigés, au Conseil de cette armée. On se doute bien que ces projets tendoient à renforcer l'armée royale & catholique par des recrues nombreuses d'Emigrés. " Voyez, disoit M. de Puisaye, riant d'avance de joie & de félicité, voyez les îles de Jersey & de Guernesey, qui séparent les côtes d'Angleterre des nôtres, elles serviront de pont aux Emigrés pour venir jusqu'à nous ; &, quand

" nous les tiendrons.... Oh ! la conquête de la France nous est assurée !" Il arrive à Londres ; il y travaille comme la taupe, en se cachant. On dit qu'il y refondit ses grands projets avec l'assistance de M. de Calonne, que l'on croyoit bien loin : je n'assure pas ce fait ; mais tout le monde fait que M. l'Abbé de Calonne en a été le plus grand prôneur. Le but de M. de Puisaye n'étoit pas d'avoir les Emigrés tout nuds ; il les vouloit habillés & armés en guerre : ainsi il falloit non-seulement attaquer les Emigrés, mais encore les Ministres du Roi d'Angleterre ; rien ne lui fut plus facile.... Il persuada MM. de Botherel & la Houssaye, & tout lui réussit, soit auprès des Emigrés, soit auprès des Ministres.

J'ai raconté ailleurs * toutes les mesures fatales employées par l'intrigue, l'imprudence & la sottise, pour exécuter la croisade Puisaye. Je ne le répéterai pas ici, pour épargner à l'ame sensible de V. M. le triste récit du malheur de Quiberon. Dans le temps que M. de Botherel le préparoit, je lui représentai que tout ce que l'on faisoit me paroisoit une folie, & que l'on vouloit faire périr les Emigrés ; il me répondit : " Ah ! si vous connoissiez nos plans, & sur-tout les lettres de nos Princes !" Ses plans ! l'entreprise étoit évidemment mauvaise aux yeux non prévenus. Les lettres des Princes ! est-ce qu'il pouvoit ignorer que les Princes peuvent être trompés comme les autres hommes, & même, qu'ils le sont plus souvent ? Lui-même, par les exagérations de son enthousiasme & de ses espérances, n'avoit-il pas aidé à les tromper ?

Dans la journée horrible de Quiberon, M. de Puisaye eut la prudence de retourner à son bord dès le commencement du danger ; mais M. de Botherel eut la bravoure téméraire de se rembarquer un des derniers : à beaucoup de grandes qualités ce Gentilhomme joint beaucoup de courage. Rentré dans son vaisseau, la honte & les regrets d'avoir précipité tant d'Emigrés dans le malheur, s'emparent de lui ; il invoque les furies infernales contre M. de Puisaye ; il demande un sabre pour aller sur-le-champ lui couper les oreilles : il le charge d'épithètes inspirées par le repentir, la fureur & la vengeance.... Mais dès le lendemain, il pardonne à M. de Puisaye, & épouse une

* Les Emigrés trompés à Quiberon.

seconde fois ses projets & ses intérêts. Ainsi, trop souvent, la fausse honte ou l'amour-propre, nous aveuglant sur nos plus grands torts, rabaisse l'homme honnête, mais foible, au rang des plus vils intrigans.

Peu de temps après la catastrophe de Quiberon, je rencontraï M. de Botherel dans une rue de Londres ; notre conversation, d'abord amicale, se changea promptement en aigreur.... Je disois que l'on avoit eu tort d'écouter & d'exécuter les projets de M. de Puifaye.... Il soutenoit que l'on avoit bien fait, parce que les Princes François l'avoient voulu.... Je répondis, ceux qui ont déterminé la volonté des Princes, les ont trompés ; & les Princes (*abusés*) ont trompé les Emigrés.... Il me répliqua : " Vous dites donc, Monsieur, que les Princes trompent " les Emigrés ? A présent que je connois votre façon de pen- " ser & de parler, adieu, Monsieur, adieu...." Sire, j'avoue que je tremble quand je vois le sort de l'émigration & les intérêts de la Monarchie Françoise confiés à un si mauvais logien.

En réfléchissant sur la manière subite & facile dont les conjurés révolutionnaires ont terminé les insurrections de la Vendée & des Chouans, on fera convaincu qu'ils ne les ont souffertes si long-temps, que comme des pipées pour y prendre les Emigrés.

Depuis environ un an, je vois les conjurés très-complaisans à effacer de la liste des Emigrés ceux qui le demandent ; nouvelle pipée.... Je les vois accorder l'amnistie aux Emigrés de Toulon, de la Haute-Alsace, du Brabant, &c. autre pipée... Je les vois fermer les yeux sur les émigrés & sur les transportés rentrés en France depuis long-temps ; encore une pipée... Hélas ! combien font à plaindre les émigrés & les transportés rentrés en France à l'abri de la tolérance ! Le jour affreux arrivera où les filets de la mort envelopperont à la fois les Emigrés rayés de la liste, les Emigrés rappelés, les Emigrés tolérés. Ce que l'on prend pour le changement de l'opinion publique, pour le règne de la douceur, pour une tendance vers la justice, n'est que le maïque de la haine féroce des conjurés contre les émigrés & les transportés. Est-ce que ce prétendu règne de la douceur n'étoit pas encore arrivé quand ils firent fusiller plus de deux mille Emigrés, qui avoient mis bas les armes sous la foi d'une capitulation ? Est-ce que c'est l'opinion publique, ou

plutôt, est-ce que c'est l'opinion de la multitude ; car l'opinion publique est celle des sages, qui a fait la Révolution, & qui la prolonge, ou qui la détruira ? Non... c'est, comme je l'ai déjà dit, l'opinion de dix ou douze scélérats, qui commandent aujourd'hui tous les partis, qui a fait la révolution, qui la prolonge, & qui, pour l'affermir, n'a qu'un seul but, qui est la mort & la destruction entière des transportés & des émigrés. L'opinion de la multitude est encore à la chaîne ; elle réagira sans doute un jour à venir ; mais le temps est incertain ; & ce qui amènera ce temps si désirable, c'est, d'un côté, l'excès des maux en France, &, d'un autre côté, la constance des émigrés & des transportés.

Le rapport & la longue discussion sur le Décret de la transportation des prêtres, est, de toutes les pipées des conjurés, la plus fine & la plus dangereuse. Si jamais les chefs de la révolte consentent au retour des prêtres, j'avertis ces infortunés qu'il est infiniment probable que ce sera avec l'horrible intention de les faire égorger ; car ils n'ont pas oublié ce que disoit Mirabeau le démagogue : " Je savois bien que nous pouvions forcer nos prêtres à abandonner leurs biens ; " mais je savois aussi que nous ne pourrions jamais les forcer à abandonner l'honneur." Que ceux qui jugeront que je calomnie les intentions des conjurés, fassent attention que les atrocités nombreuses, & en tout genre, qu'ils ont déjà commises, sont une raison plausible pour les croire capables de les commettre toutes ; & que si, d'un seul coup, ils peuvent détruire en France la religion & la monarchie, il est très-probable qu'ils le feront.

J'avois espéré, Sire, après la destruction de la Vendée, & la paix de la République avec les Chouans, que les émigrés & les transportés seroient dégoûtés de rentrer en France en avan-turiers. Oh ! combien je me suis trompé ! Depuis six mois, & sur-tout à présent, un destin ennemi poussé vers la guillotine républicaine, les transportés, les émigrés, leurs femmes & leurs enfans. MM. de Botherel & la Houssaye servent encore d'instrument à ce fatal destin : & ce qui m'étonne bien davantage, c'est de voir que M. l'Evêque de Saint Pol, qui, jusqu'à présent n'avoit exercé qu'un ministère de charité envers les Emigrés, s'est aussi laissé entraîner dans les intrigues politiques ; puisque je fais qu'en refusant les Emigrés qui lui

demandent des secours, il leur conseille de retourner en France.

Hélas ! Sire, comment les malheureux Emigrés pourroient-ils ne pas succomber à la séduction, puisqu'on les y engage au nom, pour les intérêts & pour le service de V. M.?.... Avant de croire ce fait, je l'ai vérifié en questionnant plusieurs de ceux qui sont partis de Londres. Ils m'ont protesté que s'ils n'avoient pas l'assurance qu'ils agissoient, & qu'on les faisoit agir suivant les désirs, & même les ordres de V. M., ils ne partiroyent pas.

Je crois donc, mais je crois malgré moi-même, Sire, que vous avez adopté le projet que vos zélés, mais imprudens agens mettent actuellement à exécution. Personne ne connaît mieux que moi ce projet, dont toutes les bases portent à faux. Je l'ai discuté dans *l'Etat de la Littérature Françoise en Angleterre*. Puisque je n'ai point été entendu avant qu'il fût adopté, je le serois encore moins dans le moment où on l'exécute ; d'ailleurs on me reprocheroit de contrarier les vues de V. M. Je me bornerai à lui représenter quelques conséquences déjà réelles dans le moment actuel, qui prouvent évidemment que ses zélés, mais imprudens serviteurs, défendent sa cause par des moyens qui y sont contraires.

N'est-il pas évident, Sire, que vos agens ayant laissé échapper votre secret, ont trahi vos intérêts, & dévoué à une mort certaine tous leurs émissaires, ou les vôtres ? Vos cruels ennemis les connaissent, & les traiteront comme de vils & coupables espions. On les envoie, dit-on, en France, pour fortifier l'opinion publique en votre faveur... Ah ! Sire, le contraire doit en arriver ; car vos émissaires entraîneront avec eux dans l'abîme les parens & les amis qui les auront reçus ou écoutés : vous perderez ainsi les plus fidèles sujets que vous aviez au dehors & au dedans de la France. C'est ce que veulent vos ennemis, & peut-être quelques perfides du nombre de ceux qui vous conseillent.

“ L'opinion publique en votre faveur...” Mais l'opinion publique ne réside pas dans la multitude ; l'opinion publique est celle des gens les plus honnêtes : or tous les François honnêtes au dedans & au dehors de la France étant demeurés vos fidèles sujets, il en résulte que l'opinion publique est en faveur de V. M. Pourquoi donc, Sire, vous fait-on courir

après l'opinion publique, que vous n'avez jamais perdue, & que vous conservez encore. Voyez comment vos perfides ennemis, ou vos ignorans & imprudens conseillers, vous donnent le change ! ils confondent l'opinion publique avec l'opinion populaire, en la plaçant dans la multitude. Ce sont les honnêtes gens, c'est-à-dire l'opinion publique, qui peuvent seuls ramener l'opinion de la multitude en votre faveur : nouvelle & forte raison pour V. M. de ne point exposer la vie des honnêtes gens, qui tous lui sont fidèles, & ramèneront à l'ordre & à la justice, l'opinion de la multitude égarée.

Vos émissaires, Sire, donnent aux transportés & aux émigrés l'exemple & la tentation de rentrer en France ; le nombre des rentrans va & ira toujours en augmentant. Bientôt les étrangers regarderont d'un œil soupçonneux & méprisant ceux qui ne rentreront pas en France : ainsi la destruction de l'émigration sera un effet certain du projet que vos serviteurs exécutent en votre nom. Vos ennemis, dans leur fureur, ne peuvent rien faire de plus préjudiciable à vos intérêts.

J'en ai dit assez, Sire, pour prouver que la transportation & l'émigration sont l'argument le plus fort de votre cause & de celle de la Monarchie ; j'en ai dit assez pour montrer les efforts perfides de vos ennemis acharnés à détruire, ou au moins à affoiblir cet argument : j'en ai dit assez pour vous faire connoître toute l'imprudence de quelques-uns d'entre vos plus zélés serviteurs : enfin, j'en ai dit assez pour vous engager à refuser votre confiance à tout homme, quelqu'habile qu'on le dise en expédiens, toutes les fois que ses propositions tendront à affoiblir, directement ou indirectement, le principal argument de votre cause.

Dans une des lettres suivantes, j'examinerai quelle a été & quelle auroit dû être la manière de soigner, de conduire & d'employer les émigrés & les transportés, pour conserver & pour augmenter la force du principal argument de la cause de la Monarchie Française.

Je suis avec le plus profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté,

Le très-humble, très-obéissant
& très-fidèle sujet,

D. L.

Londres, 23 Juillet 1797.